

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/ACC/SAU/18

21 mai 1997

(97-2111)

Original: anglais

ACCESSION DU ROYAUME D'ARABIE SAOUDITE

Communication de l'Arabie saoudite

La Mission permanente du Royaume d'Arabie saoudite a fait parvenir au Secrétariat les renseignements ci-après concernant le régime d'évaluation en douane de l'Arabie saoudite, en demandant qu'ils soient transmis aux membres du Groupe de travail.

REGIME D'EVALUATION EN DOUANE DE L'ARABIE SAOUDITE

Introduction

Le texte ci-après complète et synthétise les renseignements concernant le régime d'évaluation en douane de l'Arabie saoudite déjà fournis au Groupe de travail dans:

- les paragraphes 51 à 53 de l'Aide-mémoire initial sur le régime de commerce extérieur;
- les réponses 93, 94 et 96 à 101 du document L/7645/Add.1;
- les paragraphes 79 à 81 et l'annexe 4 de l'Aide-mémoire révisé sur le régime de commerce extérieur (WT/ACC/SAU/4);
- les réponses 44 à 50 du document WT/ACC/SAU/6; et
- les réponses 48 et 49 du document WT/ACC/SAU/8.

Droits spécifiques

Pour certains articles, le tarif douanier indique des droits spécifiques. Pour la plupart de ces articles, les droits spécifiques sont accompagnés de taux *ad valorem*; le droit spécifique est le montant minimum qui s'applique indépendamment du calcul du droit à payer selon la méthode de calcul *ad valorem*. Dans très peu de cas (le gypse, par exemple), aucun taux *ad valorem* n'est indiqué et le montant spécifique est appliqué à toutes les importations.

Les droits spécifiques sont calculés en unités de monnaie locale par unité de volume ou par unité de poids brut ou de poids net. Comme indiqué dans le tarif, le poids brut est le poids des marchandises, emballages extérieur et intérieur inclus; le poids net est le poids des marchandises sans aucun emballage ni, entre autres, les matériaux utilisés à l'intérieur de l'emballage pour plier, séparer ou disposer les marchandises.

Base c.a.f. des droits *ad valorem*

Les droits de douane imposés sur les produits entrant en Arabie saoudite sont généralement déterminés en pourcentage *ad valorem* de la valeur c.a.f.

Les valeurs c.a.f. se calculent en additionnant les éléments suivants:

- 1) prix f.a.b. effectivement payé ou à payer pour les marchandises;
- 2) montant du fret;
- 3) assurance, un montant théorique égal à 1 pour cent (de la valeur des marchandises plus le fret).

Valeur des marchandises déclarée sur la facture

Normalement (90 pour cent des dédouanements), la valeur f.a.b. des marchandises est déterminée par le prix effectivement payé ou à payer pour ces marchandises lorsqu'elles se trouvent dans le port d'exportation, prêtes à être expédiées, comme indiqué sur la facture (valeur transactionnelle).

Comme cette valeur est déclarée en monnaie étrangère, les conversions en monnaie saoudienne sont effectuées au moment de l'enregistrement de la déclaration en douane, sur la base du taux de change publié mensuellement par l'Agence monétaire saoudienne (SAMA).

Les rabais courants dans la pratique commerciale sont acceptés par l'Administration des douanes pour autant qu'ils soient accordés à tout acheteur sans discrimination sur un marché où la concurrence s'exerce librement.

Documents

Les importateurs sont tenus de présenter à l'Administration des douanes tous les documents voulus dans lesquels doivent figurer une description des marchandises importées et les prix f.a.b. effectivement payés ou à payer dans la monnaie du pays d'exportation, ainsi que les documents de fret et d'assurance. Les documents à fournir sont les suivants:

- 1) factures originales et leur traduction en arabe;
- 2) bordereau d'expédition visé; et
- 3) certificat d'origine visé.

Si l'Administration des douanes a des raisons de penser que la valeur déclarée sur la facture présentée par l'importateur ne correspond pas à la valeur réelle, les dispositions des articles 21 et 51 du Règlement douanier l'autorisent à exiger les documents suivants:

- 1) copie de l'accord entre l'exportateur et l'importateur;
- 2) acceptation par la fabrique de la commande de l'importateur, avec indication des prix;
- 3) listes de prix de l'exportateur, y compris des catalogues;
- 4) copie des lettres de crédit ou des quittances;
- 5) certificat d'ouverture de crédits;
- 6) catalogues des marchandises; et
- 7) documents d'assurance.

Méthodes utilisées lorsque les valeurs déclarées sur la facture ne sont pas acceptées

Dans le cas où l'Administration des douanes, après examen des pièces justificatives, conclut qu'elle ne peut pas utiliser la valeur de la facture comme base de son évaluation, elle détermine la valeur sur la base de la valeur équivalente la plus proche. En vertu de la législation saoudienne, l'Administration des douanes peut avoir recours à un certain nombre d'autres méthodes pour estimer la valeur équivalente:

- les prix c.a.f. de marchandises identiques débarquées dans les ports saoudiens en provenance du pays d'exportation; ou
- les prix c.a.f. de marchandises similaires débarquées dans les ports saoudiens en provenance du pays d'exportation, de pays limitrophes ou d'autres pays (les prix des marchandises similaires sont ajustés pour tenir compte des différences de qualité), des déductions étant faites pour les bénéfices de l'importateur, les droits de douane et les frais afférents au transport et à l'entreposage à l'intérieur du pays.

En vertu du Règlement douanier, l'Administration des douanes a toute latitude d'utiliser la méthode qu'elle juge adéquate pour déterminer la valeur "équivalente la plus proche". Il n'y a pas de "hiérarchie" dans le choix de la méthode utilisée.

La législation saoudienne ne prévoit pas l'utilisation de la valeur calculée sur la base des coûts de production.

Dispositions spéciales concernant les automobiles

Pour déterminer la valeur f.a.b. réelle des véhicules neufs, l'Administration des douanes utilise les listes de prix publiées par les fabricants. En ce qui concerne les voitures d'occasion, un montant équivalant à 12 pour cent de la valeur f.a.b. des véhicules neufs est déduit après la première année, les déductions ultérieures étant de 18 pour cent la deuxième année et de 12 pour cent la troisième. Le total de ces déductions ne peut pas excéder 45 pour cent.

Prix minimaux

Des valeurs minimales ont été fixées pour un type de carreaux en céramique et les produits à base de levure qui ont été fréquemment sous-facturés.

Différends et règlement des différends

Les importateurs ont le droit de demander à l'Administration des douanes une explication sur la façon dont la valeur a été déterminée.

Si un importateur souhaite contester la valeur qui a été déterminée, il peut soumettre l'affaire à une commission permanente des douanes, composée d'un expert en questions tarifaires, d'un expert en évaluation et d'un conseiller juridique. Les importateurs peuvent faire appel des décisions de la Commission permanente auprès du Comité d'examen des réclamations.

En attendant le règlement d'un différend, un importateur peut faire entrer les marchandises en question contre le versement d'un dépôt égal au montant des droits évalués par l'Administration des douanes.

Proposition

Le Royaume d'Arabie saoudite appliquera l'Accord sur l'évaluation en douane mais pour cela il faudra former du personnel dans les ports aux méthodes de détermination de la valeur en douane, traduire en arabe les documents de l'OMC, former des instructeurs nationaux et élaborer des plans et des programmes prospectifs, actualiser les logiciels d'automatisation pertinents, élaborer une législation autorisant l'Administration des douanes à consulter les dossiers des importateurs afin de vérifier la valeur déclarée et, enfin, établir une base de données sur les valeurs des marchandises importées. En conséquence, l'Arabie saoudite souhaite:

- 1) conformément à l'article 20:1, obtenir un délai de cinq ans, à compter de la date d'accession, pour s'acquitter intégralement de ses obligations;
- 2) conformément à l'article 20:2, conserver le droit de notifier un nouveau délai de trois ans avant d'appliquer la méthode de la "valeur calculée" pour établir la valeur réelle; et
- 3) formuler les "réserves" prévues aux paragraphes 2, 3 et 4 de l'annexe III.